

**Assemblée générale**

Distr. générale  
29 février 2012  
Français  
Original: espagnol

---

**Conseil des droits de l'homme**  
**Groupe de travail sur la détention arbitraire**

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention  
arbitraire à sa soixante et unième session,  
29 août-2 septembre 2011**

**N° 36/2011 (Mexique)**

**Communication adressée au Gouvernement le 29 mars 2011**

**Concernant: Basilia Ucan Nah**

**L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.**

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010. Agissant conformément à ses méthodes de travail, le Groupe a adressé au Gouvernement la communication susmentionnée.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

### Informations reçues

#### *Communication émanant de la source*

3. Basilia Ucan Nah, de nationalité mexicaine, est une autochtone maya âgée de 43 ans, ne parlant que le maya et ne sachant ni lire ni écrire l'espagnol, originaire de la communauté de Yoactún (ville de Felipe Carrillo Puerto dans l'État du Quintana Roo) et mère de sept enfants. Elle a été arrêtée à son domicile le 18 mars 2008 par des agents de la police judiciaire de l'État du Quintana Roo, alors qu'elle s'occupait de sa petite-fille. Elle est incarcérée à la prison municipale de Felipe Carrillo Puerto avec 86 autres détenus, dont 85 hommes, tous accusés d'avoir commis des délits non fédéraux.

4. Selon la source, le 6 février 2007, un appel téléphonique anonyme a été passé pour dénoncer des actes relevant du proxénétisme et de la traite des êtres humains commis contre deux adolescentes exploitées sexuellement par un homme d'environ 70 ans. Le 7 mars 2007, la police a présenté Ambrosio Granados Mohedano – décédé pendant le procès – et Mary May, comme étant les accusés. Mary May aurait déclaré exploiter deux mineures avec son associé Ambrosio Granados Mohedano. Elle a affirmé que «deux mois auparavant, une femme âgée d'une quarantaine d'années, de forte corpulence, grande, aux cheveux bruns et longs jusqu'à la moitié du dos repérait des jeunes filles pour les attirer chez Ambrosio Granados». C'était cette femme qui l'avait elle-même recrutée. Pour sa part, Granados aurait indiqué qu'il se contentait de louer les chambres, ignorait le nom des femmes concernées et demandait à quiconque utilisait les lieux de ne pas y amener de mineures et de ne pas provoquer de scandale. Il aurait également indiqué ne pas citer le nom des personnes qui louaient les chambres parce qu'elles étaient fonctionnaire ou agent de police à Felipe Carrillo Puerto.

5. Le 10 avril 2007, la police judiciaire a présenté son rapport d'enquête qui s'appuyait sur les interrogatoires des deux mineures, de la sœur de l'une d'entre elles, des accusés et d'une personne censée avoir eu des relations avec une des victimes présumées, qui a par la suite nié les faits.

6. Le 26 juillet 2007, Raquel Gómez Hernández et Basilia Ucan Nah ont été arrêtées à la porte de l'hôtel de ville de Felipe Carrillo Puerto par des agents de la police judiciaire qui les ont présentées au ministère public devant lequel elles ont déposé. Raquel Gómez Hernández a déclaré avoir vu Basilia Ucan Nah accompagner une des mineures. Pour sa part, Basilia Ucan Nah a déposé sa déclaration sans bénéficier de l'assistance d'un interprète ni d'un avocat. Un agent de la sécurité publique a déclaré ultérieurement devant le juge saisi de l'affaire que, bien qu'il n'ait pas été présent lors du dépôt de la déclaration, il avait accepté de signer l'acte en qualité de «personne de confiance» de Basilia Ucan Nah, à la demande expresse du ministère public.

7. Dans une déclaration complémentaire, une des adolescentes a dit qu'elle avait rencontré Basilia Ucan Nah deux ans auparavant quand celle-ci l'avait accostée sur un marché pour lui dire qu'un homme la paierait pour avoir des relations sexuelles avec elle chez Ambrosio Granados Mohedano.

8. Le 10 septembre 2007, le ministère public a demandé au juge d'émettre un mandat d'arrêt contre Basilia Ucan Nah et Ambrosio Granados Mohedano, accusés de proxénétisme, de traite d'êtres humains et de détournement de mineur commis sur la personne des deux adolescentes et d'atteinte à la morale publique. Le 11 mars 2008, le juge du tribunal pénal de première instance du district judiciaire de Felipe Carrillo Puerto a émis un mandat d'arrêt contre Basilia Ucan Nah, qui a été arrêtée le 18 mars 2008 par des agents de la police judiciaire du Quintana Roo. Le mandat d'arrêt n'a pas été présenté à Basilia Ucan Nah qui n'a pas été informée des motifs de sa détention. Le 19 mars 2008, l'inculpée a déposé sa déclaration, dans laquelle elle affirmait qu'elle ne connaissait pas les victimes mineures et que les agents de la police judiciaire l'avaient menacée en disant qu'ils la surveillaient de près et lui avaient donné le nom de femmes – qu'elle ne connaissait pas – censées avoir déposé, ce qu'elles n'ont jamais fait en réalité.

9. Le 24 mars 2008, le juge a rendu une ordonnance de mise en détention préventive contre Basilia Ucan Nah, accusée de détournement de mineur et de proxénétisme. La procédure s'est poursuivie, ponctuée par les déclarations de témoins et des deux mineures. Le 16 septembre 2008, l'avocat de Basilia Ucan Nah a introduit un recours en *amparo* contre l'ordonnance de mise en détention préventive, qui a été rejeté le 13 novembre 2008.

10. Le 16 juillet 2008, une des adolescentes présumées victimes a indiqué dans une déclaration complémentaire qu'elle ne connaissait pas Basilia Ucan Nah et n'avait par conséquent rien à dire contre cette personne. Elle a également déclaré qu'elle n'avait jamais été forcée à avoir des relations sexuelles. Les procès-verbaux de ses dépositions antérieures ne correspondaient pas à ce qu'elle avait réellement déclaré; elles les avait signés sous la menace d'être conduite au tribunal pour mineurs. S'agissant des déclarations signées par sa mère, elle a indiqué qu'une représentante de la justice s'était rendue chez elle accompagnée d'agents de la police judiciaire, qui avaient amené sa mère pour la faire signer. Cette dernière ne sachant pas signer, les agents de police ont apposé ses empreintes digitales sur le document.

11. Le père de l'autre victime a déposé à la même date une déclaration dans laquelle il indiquait que sa fille avait, lors de sa déclaration du 8 mars 2007, subi des pressions de la part des agents de la police judiciaire qui l'avaient intimidée et menacée, l'obligeant à tenir des propos avec lesquels elle n'était pas d'accord. Il a ajouté que sa fille, qui souffrait de dépression nerveuse, n'avait jamais déposé plainte contre qui que ce soit.

12. Le 19 septembre 2008, Mary May, une des premières personnes à déposer, a complété sa déclaration en signalant que le procès-verbal de sa déposition antérieure était faux et qu'elle n'avait jamais tenu les propos rapportés. Elle a ajouté qu'elle avait signé ledit procès-verbal par crainte et sous la pression.

13. En février 2009, Raquel Gómez Hernández a complété sa déclaration en disant qu'elle n'était pas certaine d'avoir vu Basilia Ucan Nah avec l'une des mineures, contrairement à ce qu'elle affirmait dans sa première déclaration. Elle avait accepté de signer par crainte et pour ne pas avoir de problème.

14. Selon la source, le signalement de la femme qui aurait abordé les présumées victimes ne concordait pas avec les photos prises de Basilia Ucan Nah pour sa fiche signalétique.

15. Le 23 mars 2009, le ministère public a présenté ses réquisitions. Le 8 avril 2009, Basilia Ucan Nah a exposé les arguments de la défense. Le juge a estimé que ces arguments étaient présentés trop tard.

16. Le 28 avril 2009, un jugement de condamnation a été rendu en première instance à l'encontre de Basilia Ucan Nah, pour proxénétisme qualifié et détournement de mineur, assorti d'une peine de douze ans et trois mois de prison et d'une amende de 10 577,20 pesos.

17. Le 27 août 2009, une révision de la procédure a été ordonnée au motif que de nombreuses formalités et notifications étaient entachées par l'absence d'un interprète-traducteur assermenté. Un nouveau jugement a été rendu déclarant Basilia Ucan Nah non coupable de proxénétisme et de détournement de mineur en ce qui concerne l'une des adolescentes, mais coupable dans le cas de l'autre mineure (qui avait donné un premier signalement contre Basilia Ucan Nah avant de se rétracter en déclarant dans sa deuxième déposition devant le ministère public qu'elle ne la connaissait pas). La condamnation à douze ans et trois mois de prison et au paiement d'une amende a été maintenue.

18. Selon la source, dans le cas présent, l'absence de preuve et la fabrication d'infractions apparaissent clairement. Le juge a validé et utilisé dans son jugement les preuves présentées par le ministère public qui avaient été recueillies de manière illégale. Les victimes alléguées ont rétracté leurs déclarations initiales, signées sous la contrainte et dont elles ignoraient tout. Basilia Ucan Nah n'a jamais reconnu sa présumée responsabilité ni accepté un quelconque fait constitutif d'une infraction et a nié connaître les mineures en question. L'affaire est actuellement en appel devant la chambre pénale du tribunal supérieur de justice de l'État du Quintana Roo (dossier pénal 458/2010).

19. L'époux de Basilia Ucan Nah, Félix Chi Cahuil, a déclaré en conférence de presse que, avant la condamnation, des personnes qu'il ne pouvait identifier lui avaient réclamé 60 000 pesos en échange de la libération de son épouse, somme qu'il n'avait pu verser faute de moyens.

20. La source ajoute que la Procureure adjointe de la zone maya, María de Jesús Loeza Cachón, accompagnée de deux agents des services judiciaires, s'était présentée dans un commerce situé à Felipe Carrillo Puerto où travaillait une femme originaire de la communauté de Yoactún pour la contraindre par intimidation à témoigner à charge contre Basilia Ucan Nah.

21. La source conclut que les irrégularités détectées dans la procédure judiciaire contre Basilia Ucan Nah, tout comme l'absence d'interprète, l'absence d'avocat de la défense dans les moments clefs de la procédure et la manière dont le ministère public a rassemblé les preuves, permettent de qualifier d'arbitraire la détention de la personne concernée. En outre, Basilia Ucan Nah est détenue dans la prison municipale où il n'y a pas de quartier réservé aux femmes.

22. La source considère que la détention de Basilia Ucan Nah est contraire à la législation nationale et internationale. Les fonctionnaires des organes judiciaires, alléguant le principe de l'immédiateté procédurale, ont rejeté les rétractations des déclarantes, alors même que celles-ci ont fait expressément état d'intimidations et de menaces exercées sur elles. La source considère également que, en exigeant de Basilia Ucan Nah qu'elle donne des preuves concrètes de son innocence et de sa non-culpabilité, ils ont inversé la charge de la preuve et violé le principe de la présomption d'innocence. Les pratiques illégales du ministère public au cours de l'instruction ont été validées de manière illicite. Aucun des témoins qui ont comparu devant le ministère public n'a identifié directement Basilia Ucan Nah, à l'exception de l'adolescente qui est par la suite revenue sur ses déclarations en accusant le ministère public de l'avoir contrainte à signer une fausse déclaration.

23. Aucune des adolescentes n'a déposé devant le ministère public en compagnie de ses parents, d'un représentant légal ou d'un fonctionnaire du Système national pour le développement intégral de la famille, alors que le Code de procédure pénale l'exige. Cet état de fait les a placées en situation de vulnérabilité et de pression. Une des adolescentes a

même porté plainte devant le juge chargé de l'affaire en indiquant qu'elle avait été menacée par des agents de la police judiciaire, qui l'avaient avertie que, si elle refusait de signer le procès-verbal déjà établi, elle serait conduite devant le tribunal pour mineurs.

24. La source considère en outre que la détention de Basilia Ucan Nah est arbitraire étant donné que les motifs de sa détention ne lui ont pas été exposés et qu'elle n'a pas vu le mandat d'arrêt émis par le juge. La procédure s'est déroulée en espagnol, langue que Basilia Ucan Nah ne comprend pas, sans l'assistance d'un interprète. L'intéressée a été contrainte de signer des procès-verbaux contenant des déclarations qu'elle ne pouvait ni lire ni comprendre. Elle ne disposait pas des services d'un avocat au cours de l'enquête préliminaire ou dans les moments clés de la procédure et un agent de la sécurité publique qui n'était pas présent pendant sa déposition a accepté de la signer en qualité de personne de confiance comme s'il avait été présent.

25. Du fait de ces graves irrégularités de procédure, Basilia Ucan Nah s'est retrouvée en permanence sans moyens pour se défendre et sans compréhension objective de la procédure pénale dont elle faisait l'objet ni des implications des accusations lancées contre elle. Elle a été injustement privée de liberté pendant plus de trois ans, victime d'une procédure pénale entachée d'irrégularités violant ses droits fondamentaux.

26. La source considère en conséquence que la détention de Basilia Ucan Nah est arbitraire.

27. Selon la source, la procédure pénale engagée contre Basilia Ucan Nah montre comment le système de représentation et d'administration de la justice peut être manipulé dans l'État du Quintana Roo pour fabriquer des coupables et donner une image de fermeté face à la délinquance, en profitant de la vulnérabilité sociale et économique des femmes autochtones.

28. La source a également demandé que cesse le harcèlement à l'encontre des proches de Basilia Ucan Nah et des témoins, en particulier de la part du Bureau du Procureur adjoint de la zone maya et du Bureau du Procureur de l'État. Devant les graves irrégularités qui entachent la procédure et la fragilité du dossier pénal, une campagne de dénigrement a été lancée contre Basilia Ucan Nah et des pressions ont été exercées sur la chambre pénale du tribunal supérieur de justice de l'État du Quintana Roo.

#### *Réponse du Gouvernement*

29. Dans sa réponse datée du 16 juin 2011, le Gouvernement a fait savoir que Basilia Ucan Nah, depuis sa mise en détention le 18 mars 2008 sur décision du Tribunal pénal de première instance du district judiciaire de Felipe Carrillo Puerto, dans l'État du Quintana Roo, jouit de toutes les garanties d'une procédure régulière prévues dans le cadre juridique mexicain ainsi que dans les traités internationaux auquel le Mexique est partie; ce qui signifie notamment qu'elle a bénéficié de l'assistance d'un avocat, que le motif de sa détention a été porté à sa connaissance et qu'elle n'a pas été mise à l'isolement.

30. Après que Basilia Ucan Nah a été condamnée en première instance à douze ans et trois mois de privation de liberté pour proxénétisme et détournement de mineur, le Tribunal supérieur de justice de l'État a révoqué la sentence pour insuffisance de preuve et ordonné sa libération sans condition le 24 mai 2011.

31. Basilia Ucan Nah a déposé devant la Commission des droits de l'homme de l'État du Quintana Roo une plainte qui a été transmise à la Commission nationale des droits de l'homme qui l'examine actuellement.

*Observations formulées par la source*

32. Dans une communication datée du 26 juillet 2011, la source confirme la libération de Basilia Ucan Nah en exécution du jugement d'acquiescement rendu en appel et réaffirme que la procédure judiciaire a été entachée de graves violations des droits de l'homme, comme le fait que l'enquête ait été menée sans l'assistance d'un interprète alors que l'intéressée ne maîtrise pas l'espagnol, langue dans laquelle s'est tenue la procédure. La source est d'avis que Basilia Ucan Nah a été victime de trois formes de discrimination fondées respectivement sur le sexe, sur l'appartenance à une population autochtone et sur la situation socioéconomique.

33. La source s'interroge sur la nature et la teneur des preuves présentées pendant l'instruction et le procès, et estime qu'elles constituent de graves violations des droits de l'homme.

**Délibération**

34. La personne au nom de laquelle la plainte a été déposée ayant déjà été libérée, le Groupe de travail pourrait simplement classer l'affaire par voie d'avis, il se réserve toutefois le droit de décider, au cas par cas, si la privation de liberté est arbitraire ou non, nonobstant la remise en liberté de la personne intéressée. Compte tenu de la durée importante de la privation de liberté et des arguments énoncés ci-après, le Groupe de travail décide de rendre un avis sur le caractère arbitraire ou non de la détention de Basilia Ucan Nah.

35. De toute évidence et comme il l'a déjà affirmé dans de nombreux avis, le Groupe de travail n'a nullement la possibilité d'apprécier les preuves invoquées lors d'un procès, que ce soit par l'accusation ou par la défense, raison pour laquelle il ne peut qu'évoquer certains dénis de droit qui apparaissent clairement aussi bien dans les informations fournies par la source que dans la réponse du Gouvernement.

36. Le Gouvernement n'a pas contesté le fait que Basilia Ucan Nah avait été privée de liberté du 18 mars 2008, jour de son arrestation par la police judiciaire de l'État du Quintana Roo, au 24 mai 2011, c'est-à-dire pendant plus de trois ans et deux mois. Ce délai constitue un déni du droit à être jugé sans retard excessif et dans un délai raisonnable, qui fait partie des droits de l'homme.

37. Le fait que le jugement ait été retardé de plus de trois ans constitue un déni du droit de chacun à la présomption d'innocence.

38. D'autre part, l'intéressée n'a pas bénéficié de l'assistance d'un interprète, comme l'exige l'alinéa f du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. De plus, comme l'indique la source, de nombreuses procédures ont été menées sans les services d'un interprète, ce que le Gouvernement ne conteste pas.

39. Tous les recours, y compris l'*amparo*, présentés par la défense au cours de ces trois années de détention ont été inefficaces, aucun n'ayant même abouti à ce que l'intéressée comparaisse libre, ce qui est la règle générale en cas d'infraction pénale, conformément au paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte.

40. Le Groupe de travail est d'avis que ces violations des normes relatives au droit à un procès équitable mentionnées ci-dessus sont d'une gravité telle qu'elles confèrent à la privation de liberté un caractère arbitraire et relèvent de la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail définis dans ses méthodes de travail (A/HRC/16/47, annexe, par. 8 c)).

**Avis**

41. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail décide:

a) De classer l'affaire compte tenu de la libération de Basilia Ucan Nah et des dispositions de l'alinéa *a* du paragraphe 17 des méthodes de travail du Groupe de travail, étant entendu toutefois que la privation de liberté de l'intéressée constitue une violation des droits de l'homme consacrés par les articles 3, 5, 7, 8, 9, 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et par le paragraphe 3 de l'article 2 et les articles 9, 10 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques; qu'elle est donc arbitraire et relève de la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail;

b) En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement des États-Unis du Mexique d'ordonner réparation du dommage causé par les mesures arbitraires dont il est fait état dans le présent avis.

*[Adopté le 1<sup>er</sup> septembre 2011]*

---